INFORMACIONS

SETMANARI ANDORRÀ

NÚM. 006 | MULTILINGÜE

1-4 OCTUBRE 2026

informacions.ad

JUSTÍCIA

EMILI CAMPOS MET LA JUSTICE ANDORRANE DANS LES CORDES



Imatge original de la publicació / miniatura del vídeo

L'affaire Emili Campos a dépassé le stade d'un simple conflit entre un avocat et des magistrats. Elle est devenue un test grandeur nature sur les limites réelles du droit de la défense en Andorre. À l'origine se trouve l'affaire civile 2-076/93, liée à un héritage évalué en 2002 à 6 082 500 euros et qui, après des années de procédure, aurait abouti à la reconnaissance de droits d'environ 4 000 euros pour le client de Campos. En juillet 2025, l'avocat a demandé la révision et formulé dans ses écritures des hypothèses de prévarication, de subornation et de manœuvres frauduleuses.

Ces accusations ne sont pas établies. La question est de savoir si un avocat peut les soulever, sur la base d'éléments factuels et dans le cadre d'une procédure, sans que la réponse institutionnelle consiste à le transformer lui-même en objet d'une procédure pénale. Le 2 décembre 2025, le président du Tribunal constitutionnel, Joan Manel Abril Campoy, a adressé une communication à la Batllia et au parquet au sujet des expressions utilisées par l'avocat. Plus tard, Campos se retrouvait convoqué comme inculpé pour des

TEXT ÍNTEGRE | PÀGINA 2

EN AQUEST NÚMERO

JUSTÍCIA | P. 3

EMILI CAMPOS PUTS ANDORRA'S JUSTICE SYSTEM AGAINST THE ROPES

JUSTÍCIA | P. 4

EMILI CAMPOS PONE A LA JUSTICIA ANDORRANA CONTRA LAS CUERDAS

JUSTÍCIA | P. 5

Emili Campos posa la justícia andorrana contra les cordes

POLÍTICA | P. 6

REFERÈNDUM UE: GERARD ALÍS DESMUNTA L'ESPERA DE DA

JUSTÍCIA

EMILI CAMPOS MET LA JUSTICE ANDORRANE DANS LES CORDES

No es época para tontos | 2026-10-01 | FRANÇAIS



Imatge: miniatura original de la publicació.

L'affaire Emili Campos a dépassé le stade d'un simple conflit entre un avocat et des magistrats. Elle est devenue un test grandeur nature sur les limites réelles du droit de la défense en Andorre. À l'origine se trouve l'affaire civile 2-076/93, liée à un héritage évalué en 2002 à 6 082 500 euros et qui, après des années de procédure, aurait abouti à la reconnaissance de droits d'environ 4 000 euros pour le client de Campos. En juillet 2025, l'avocat a demandé la révision et formulé dans ses écritures des hypothèses de prévarication, de subornation et de manœuvres frauduleuses.

Ces accusations ne sont pas établies. La question est de savoir si un avocat peut les soulever, sur la base d'éléments factuels et dans le cadre d'une procédure, sans que la réponse institutionnelle consiste à le transformer lui-même en objet d'une procédure pénale. Le 2 décembre 2025, le président du Tribunal constitutionnel, Joan Manel Abril Campoy, a adressé une communication à la Batllia et au parquet au sujet des expressions utilisées par l'avocat. Plus tard, Campos se retrouvait convoqué comme inculpé pour des infractions présumées liées à la calomnie et au prestige des institutions.

C'est ici qu'apparaît la contradiction centrale. La Constitution andorrane protège le droit de la défense, le procès équitable, le tribunal impartial et la liberté d'expression. Un avocat n'est pas un subordonné du juge : sa fonction est aussi de contester des décisions et signaler des anomalies.
La dimension pénale est encore plus délicate. La calomnie et la diffamation ne sont pas constituées par le seul fait de formuler une accusation grave : elles supposent notamment une fausseté consciente ou un mépris téméraire pour la vérité. L'infraction relative au prestige des institutions soulève également la question de la publicité. Si les propos de Campos figuraient dans des écritures procédurales destinées aux tribunaux, peut-on réellement les assimiler à une accusation publique ?

Le miroir européen aggrave encore la situation. La Cour européenne des droits de l'homme a protégé à plusieurs reprises la liberté d'expression des avocats lorsque leurs propos sont liés à la défense d'un client. Nikula c. Finlande protège une critique très sévère d'un procureur. Bono c. France va beaucoup plus loin : un avocat avait accusé des magistrats instructeurs de complicité avec des actes de torture et Strasbourg a considéré que, dès lors que les propos étaient liés à la défense et reposaient sur une base factuelle, ils relevaient d'un espace d'expression professionnelle protégé. Morice c. France rappelle que l'impartialité ne doit pas seulement exister, elle doit aussi apparaître.
Cet effet dissuasif est probablement l'aspect le plus grave de l'affaire. Si un avocat andorran constate que l'hypothèse d'une prévarication peut le conduire à être convoqué comme inculpé, le prochain avocat pourra choisir de se taire, même s'il estime disposer d'éléments sérieux. Un seul dossier emblématique peut suffire à envoyer le message que certaines lignes de défense ont un coût personnel.

La contradiction internationale est tout aussi embarrassante. Le 13 mai 2025, Andorre a signé la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection de la profession d'avocat, qui fixe comme standard européen la protection des déclarations formulées de bonne foi dans le cadre de la défense d'un client. Cette convention n'est pas présentée ici comme automatiquement applicable au dossier Campos. Mais politiquement, la question est inévitable : comment un État peut-il signer en Europe un instrument destiné à protéger les avocats puis devoir, quelques mois plus tard, expliquer pourquoi l'un d'eux fait l'objet d'une enquête pénale pour des propos contenus dans des écritures judiciaires ?

Le contexte institutionnel accentue le malaise. Le GRECO a formulé des observations sur la gouvernance judiciaire andorrane, tandis que le Tribunal constitutionnel a reconnu des violations liées à des délais excessifs. Campos avait déjà obtenu un recours favorable dans une procédure ayant accumulé quinze années d'attente. Rien de tout cela ne prouve une corruption dans l'affaire actuelle. Mais cela empêche de réduire toute critique structurelle de la justice andorrane à une invention sans fondement.

L'enjeu final dépasse donc largement Emili Campos. Dans une démocratie, il est normal d'exiger d'un avocat qui formule des accusations graves qu'il apporte des faits, des arguments et des éléments juridiques. Mais si la réponse à une accusation formulée dans une procédure consiste à utiliser le droit pénal contre celui qui l'a présentée, le débat ne porte plus sur un avocat gênant. Il porte sur la liberté de l'ensemble du barreau andorran. Le prestige institutionnel ne peut pas devenir une immunité institutionnelle. Une justice solide ne prouve pas son autorité en faisant taire la critique, mais en y répondant par des preuves, du raisonnement, de la transparence et des garanties.

Article original: informacions.ad | Vídeo original

EMILI CAMPOS PUTS ANDORRA'S JUSTICE SYSTEM AGAINST THE ROPES

No es época para tontos | 2026-10-01 | ENGLISH



Imatge: miniatura original de la publicació.

The Emili Campos case has moved beyond a dispute between one lawyer and certain judges. It has become a test of the real limits of the right of defence in Andorra. The conflict originates in civil case 2-076/93, concerning an inheritance valued in 2002 at €6,082,500 and which, after years of litigation, ended with Campos's client being recognised rights worth only €4,000. Faced with that discrepancy, in July 2025 Campos filed an application for review and, in his procedural submissions, raised hypotheses of possible judicial prevarication, bribery and fraudulent manoeuvring.

The decisive issue is not whether those accusations are already proven. They are not. The question is whether a lawyer may raise them, on a factual basis and within judicial proceedings, without the institutional response being to turn the lawyer himself into the subject of criminal proceedings. Campos also sought recusals and constitutional protection. On 2 December 2025, Constitutional Court president Joan Manel Abril Campoy sent a communication to the Batllia and the prosecution service concerning the language used by the lawyer. Months later, Campos would be summoned as an accused person over alleged offences connected with calumny and the prestige of institutions.

That is where the central contradiction appears. The Andorran Constitution protects the right to defence, due process, an impartial tribunal and freedom of expression. A lawyer is not an employee of the judge: his role is precisely to challenge decisions, identify anomalies and place before a court legal hypotheses that may be uncomfortable.
The criminal-law dimension is even more sensitive. Calumny and defamation are not established merely because a serious accusation has been made; they require elements such as knowing falsity or reckless disregard for the truth. The offence concerning the prestige of institutions also raises the issue of publicity. If Campos's statements were contained in procedural documents addressed to courts, it is legitimate to ask whether they can be treated as equivalent to a public accusation.

The European mirror makes the problem more acute. The European Court of Human Rights has repeatedly protected lawyers' freedom of expression where statements are connected with the defence of a client. Nikula v. Finland protected extremely harsh criticism of a prosecutor. Bono v. France went much further: a lawyer accused investigating judges of complicity in torture, yet Strasbourg held that statements connected to the defence and supported by a factual basis fell within protected professional expression. Morice v. France stresses that impartiality must not only exist but must also be seen to exist.
That chilling effect may be the most serious aspect of the Campos case. If an Andorran lawyer sees that raising a hypothesis of judicial wrongdoing can result in being summoned as an accused person, the next lawyer may decide not to raise such a hypothesis even when he believes there is sufficient factual support. An entire profession does not need to be prosecuted. One emblematic case can be enough to send the message that certain lines of defence carry a personal cost.

The international contradiction is equally uncomfortable. On 13 May 2025, Andorra signed the Council of Europe Convention for the Protection of the Profession of Lawyer, which sets a European standard protecting statements made in good faith in the course of representing a client. This is not

presented here as automatically applicable domestic law in the Campos case. But politically the question is unavoidable: how can a state sign a European instrument designed to protect lawyers and then, shortly afterwards, have to explain why one of its own lawyers is being criminally investigated for language used in judicial submissions?
The wider institutional context does not make the issue disappear.

GRECO has raised concerns about aspects of Andorran judicial governance, while the Constitutional Court has acknowledged violations caused by excessive judicial delays. Campos himself previously obtained constitutional relief in proceedings that had accumulated fifteen years of delay. None of this proves corruption in the present case. It does, however, make it impossible to dismiss every structural criticism of the Andorran justice system as fantasy.

The final issue therefore goes far beyond Emili Campos. In a democracy, a lawyer who makes a serious allegation can be required to provide facts and legal grounds. That is normal. But if the answer to a procedural allegation is to use criminal law against the lawyer who raised it, the debate is no longer about one troublesome advocate. It becomes a debate about the freedom of the entire Andorran legal profession. Institutional prestige cannot become institutional immunity. A strong justice system does not prove its authority by silencing criticism; it proves it by answering criticism with evidence, reasoning, transparency and procedural guarantees.

Article original: informacions.ad | Vídeo original

EMILI CAMPOS PONE A LA JUSTICIA ANDORRANA CONTRA LAS CUERDAS

No es época para tontos | 2026-10-01 | CASTELLÀ



Imatge: miniatura original de la publicació.

El caso Emili Campos ha dejado de ser un conflicto entre un abogado y determinados magistrados para convertirse en una prueba sobre los límites reales del derecho de defensa en Andorra. El origen está en la causa civil 2-076/93, vinculada a una herencia valorada judicialmente en 2002 en 6.082.500 euros y que, tras años de procedimientos, terminó reconociendo al cliente de Campos unos derechos de apenas 4.000 euros. Ante esa diferencia extraordinaria, en julio de 2025 el abogado presentó una demanda de revisión y, dentro de sus escritos procesales, formuló hipótesis de posible prevaricación, soborno y maquinación fraudulenta.

La cuestión decisiva no es dar esas acusaciones por probadas. No lo están. La pregunta es si un abogado puede plantearlas, con una base factual y dentro de un recurso judicial, sin que la reacción institucional sea convertirlo en objeto de un procedimiento penal. Campos solicitó recusaciones y recursos de amparo. El 2 de diciembre de 2025, el presidente del Tribunal Constitucional, Joan Manel Abril Campoy, remitió una comunicación a la Batllia y a la Fiscalía sobre las expresiones utilizadas por el letrado. Meses después, Campos acabaría citado como inculpado por presuntos delitos relacionados con calumnias y con el prestigio de las instituciones.

Aquí aparece la gran contradicción. La Constitución andorrana protege el derecho de defensa, el proceso debido, el tribunal imparcial y la libertad de expresión. Un abogado no es un subordinado del juez: su función consiste precisamente en cuestionar decisiones, denunciar anomalías y llevar ante un tribunal hipótesis jurídicas incómodas.
La discusión penal es todavía más delicada. Los delitos de calumnia y difamación no se completan

por el simple hecho de formular una acusación grave: requieren elementos como la falsedad consciente o el desprecio temerario hacia la verdad. El delito contra el prestigio de las instituciones introduce, además, la cuestión de la publicidad. Si las afirmaciones de Campos estaban contenidas en escritos procesales dirigidos a los tribunales, cabe preguntarse hasta qué punto pueden equipararse a una acusación pública.

El espejo europeo agrava el problema. El Tribunal Europeo de Derechos Humanos ha protegido repetidamente la libertad de expresión de los abogados cuando sus manifestaciones están vinculadas con la defensa de un cliente. Nikula contra Finlandia protegió una crítica durísima a un fiscal. Bono contra Francia fue aún más lejos: un abogado había acusado a magistrados de complicidad con torturas y Estrasburgo consideró que, existiendo conexión con la defensa y una base factual, ese espacio de expresión merecía protección. Morice contra Francia recuerda que la imparcialidad no solo debe existir, sino también parecer que existe.

Ese “chilling effect” es probablemente la dimensión más grave del caso. Si un abogado andorrano ve que formular una hipótesis de prevaricación puede llevarle a declarar como inculpado, el siguiente letrado puede optar por callarla aunque considere que dispone de elementos suficientes. No hace falta perseguir a toda una profesión: basta con que un caso emblemático transmita el mensaje de que determinadas líneas de defensa tienen un coste personal.

La contradicción internacional es igualmente incómoda. Andorra firmó el 13 de mayo de 2025 la Convención del Consejo de Europa para la Protección de la Profesión de Abogado, que fija como estándar la protección de las declaraciones formuladas de buena fe durante la defensa. No se presenta aquí como una norma automáticamente aplicable al caso, pero políticamente la pregunta es inevitable: ¿cómo puede un Estado firmar en Europa un instrumento destinado a proteger a los abogados y, poco después, tener que explicar por qué investiga penalmente a un letrado por expresiones contenidas en recursos judiciales?

El contexto institucional tampoco ayuda. GRECO ha formulado observaciones sobre la gobernanza judicial andorrana y el propio Tribunal Constitucional ha reconocido vulneraciones por dilaciones indebidas. Campos ya obtuvo un amparo en un procedimiento que había acumulado quince años de espera. Nada de esto prueba corrupción en el caso actual, pero sí impide presentar toda crítica estructural a la justicia como una fantasía sin base.

La cuestión final supera a Emili Campos. En una democracia es normal exigir a un abogado hechos y argumentos cuando formula acusaciones graves. Pero si la respuesta a una acusación procesal es utilizar el Código Penal contra quien la plantea, el debate deja de ser sobre un abogado incómodo y pasa a ser sobre la libertad de toda la abogacía andorrana. El prestigio institucional no puede convertirse en inmunidad institucional. La cuestión no es blindar a nadie frente a la ley, sino garantizar que el derecho de defensa no se convierta en un riesgo penal por sí mismo. Una justicia sólida no demuestra su autoridad silenciando la crítica, sino respondiéndola con argumentos, pruebas, transparencia y garantías.

Article original: informacions.ad | Vídeo original

Emili Campos posa la justícia andorrana contra les cordes

No es época para tontos | 2026-10-01 | CATALÀ



Imatge: miniatura original de la publicació.

Emili Campos posa la justícia andorrana contra les cordes

El cas de l’advocat Emili Campos ha deixat de ser una simple controvèrsia entre un lletrat i determinades institucions judicials. La qüestió que emergeix del debat és molt més profunda: **fins on pot arribar un advocat en la defensa del seu client abans que la mateixa justícia que qüestiona decideixi convertir-lo en investigat?

L’origen del conflicte es troba en un procediment civil iniciat fa més de trenta anys, relacionat amb una herència que, segons la reconstrucció exposada al programa, havia estat valorada inicialment en més de sis milions d’euros i que, després d’una llarguíssima trajectòria judicial, hauria acabat reconeixent uns drets hereditaris de només 4.000 euros. Davant aquesta diferència, Campos va

intentar revisar el procediment i va formular en els seus escrits hipòtesis jurídiques extraordinàriament greus: possible prevaricació, suborn o maquinació fraudulenta.

El punt essencial és que aquestes afirmacions, segons la transcripció, no haurien nascut com una campanya pública contra els magistrats, sinó **dins d'escrits processals presentats en defensa d'un client**. I és aquí on el cas es converteix en un problema de primer ordre per a l'Estat de dret.

La legislació andorrana reconeix el dret de defensa i la llibertat d'expressió dels advocats en l'exercici professional. El debat recorda especialment l'article 10 de la Constitució i l'article 98 de la Llei qualificada de la Justícia. Si un advocat considera que una resolució pot estar vinculada a una irregularitat greu, resulta difícil imaginar com podria demanar-ne la revisió sense descriure jurídicament allò que considera que ha pogut succeir.

La persecució penal planteja, a més, una altra pregunta incòmoda: **les expressions contingudes exclusivament en un recurs judicial poden ser tractades igual que una acusació difosa públicament?** La transcripció posa el focus en els requisits de publicitat de determinats delictes i en l'article 180 del Codi penal, que estableix un règim específic per a les calúmnies i difamacions formulades en judici.

Però el conflicte traspassa les fronteres andorranes. El debat recorre a la jurisprudència del Tribunal Europeu de Drets Humans per recordar que Estrasburg ha protegit repetidament advocats que, en l'exercici de la defensa, han formulat crítiques molt dures contra fiscals i magistrats. Casos com *Nikula contra Finlàndia*, *Bono contra França*, *Morice contra França* o *Rogalski contra Polònia* són utilitzats per defensar una mateixa idea: **l'advocat necessita un marge especialment ampli de llibertat quan les seves afirmacions tenen una connexió directa amb la defensa i disposen d'una base factual raonable.

Això no significa que qualsevol acusació d'un advocat sigui automàticament certa ni que els jutges no tinguin dret a protegir-se davant d'una difamació deliberadament falsa. El mateix debat adverteix que les hipòtesis formulades per Campos no poden donar-se per provades simplement perquè ell les hagi plantejat. El que està en discussió és una altra cosa: si el mecanisme adequat per respondre a aquestes hipòtesis és refutar-les jurídicament o perseguir penalment qui les formula.

Aquí apareix el risc més greu: l'efecte intimidatori sobre tota l'advocacia andorrana. Si un lletrat comprova que denunciar una possible prevaricació dins d'un procediment pot acabar amb ell mateix investigat, el següent advocat pot optar simplement per callar. No cal processar tots els advocats per generar por: pot ser suficient fer-ho amb un de sol perquè els altres entenguin el missatge.

El cas també interpel·la les institucions polítiques i la mateixa arquitectura constitucional del país. La transcripció recorda que els coprínceps tenen funcions de nomenament dins del sistema institucional andorrà, sense que això impliqui que dictin sentències o controlin directament els tribunals. Però quan la credibilitat del sistema judicial és qüestionada, resulta legítim preguntar-se **qui controla els mecanismes de control i qui assumeix la responsabilitat institucional quan aquests fallen.

Per això el cas Emili Campos és molt més que un conflicte personal. És una prova sobre la capacitat de la justícia andorrana per tolerar la crítica que neix des de dins del mateix sistema.

En un Estat de dret, un advocat que formula acusacions greus ha d'aportar arguments i indicis. Però si la resposta institucional a aquestes acusacions és convertir-lo penalment en el problema, Andorra haurà d'explicar no només què va dir Emili Campos, sinó per què una justícia segura de si mateixa necessita perseguir l'advocat que la qüestiona.

Article original: informacions.ad | Vídeo original

POLÍTICA

REFERÈNDUM UE: GERARD ALÍS DESMUNTA L'ESPERA DE DA

No es época para tontos | 2026-10-02 | CATALÀ



Imatge: miniatura original de la publicació.

Les declaracions de Gerard Alís sobre el calendari del referèndum de l'Acord d'Associació amb la Unió Europea obren una qüestió que va molt més enllà d'una simple discussió de dates: Andorra ha d'esperar que Brussel·les acabi els seus procediments abans de preguntar als seus propis ciutadans?

Aquest és el punt de partida d'El Debat. D'una banda, la posició defensada per Demòcrates per Andorra i el Govern: esperar que el Parlament Europeu completi el procés aporta seguretat institucional, evita sotmetre a votació un acord que hipotèticament podria quedar bloquejat a Europa i permet arribar al referèndum amb totes les garanties polítiques.

De l'altra, la tesi defensada per Gerard Alís: el text ja està tancat, la negociació ha acabat i no existeix cap impediment jurídic que obligui Andorra a esperar Brussel·les per celebrar el referèndum. Europa pot continuar els seus tràmits mentre Andorra desenvolupa paral·lelament el seu procés democràtic.

El debat entra directament en el terreny constitucional. La discussió gira al voltant de la diferència entre signatura, ratificació, consentiment europeu i consulta ciutadana. Són procediments diferents i no necessàriament consecutius. La pregunta central és simple: si el contingut de l'Acord ja és conegut i no serà reescrit unilateralment pel Parlament Europeu, què guanya realment el ciutadà andorrà esperant mesos abans de votar?

La defensa del calendari europeu respon amb un argument de prudència: en una negociació tan asimètrica, un petit Estat pot preferir conèixer primer la decisió definitiva de la Unió Europea. Convocar el referèndum abans podria provocar que Andorra aprovés políticament un acord que després Europa no culminés.

Però aquesta prudència també genera una pregunta incòmoda: quan deixa de ser prudència i es converteix en una decisió política per controlar el moment de la votació?

El programa analitza especialment què passaria si el referèndum acabés traslladant-se a la pròxima legislatura. En aquest escenari, l'Acord d'Associació podria convertir les eleccions generals en un plebiscit sobre Europa i relegar a segon pla el balanç intern de Demòcrates per Andorra: habitatge, salaris, pensions, immigració, justícia, model econòmic i gestió política.

És aquí on la posició d'Alís adquireix més força política: resoldre ara el debat europeu i deixar que les pròximes eleccions jutgin després la situació interna d'Andorra.

El debat no qüestiona necessàriament l'Acord d'Associació. Al contrari. Alís defensa el sí i considera positiu l'encaix amb Europa. La discrepància és sobre qui ha de marcar el calendari.

La conclusió deixa una pregunta oberta que concentra tot el programa:
si jurídicament Andorra pot votar, si el text ja està tancat i si tots afirmen que la decisió final correspon als ciutadans, què és exactament el que impedeix convocar el referèndum ara?

Article original: informacions.ad | Vídeo original

DA ENS PREN PER IDIOTES? 1.292 MILIONS DE TITULAR I 500 DE DEUTE

No es época para tontos | 2026-09-30 | CATALÀ



Imatge: miniatura original de la publicació.

Ramon Lladós i el Govern de Demòcrates per Andorra tornen a celebrar una operació financera com una gran demostració de solvència internacional. El relat oficial posa al davant els 1.292 milions d'euros de demanda, la reducció de la prima de risc i la confiança dels mercats. Però quan es llegeix la lletra petita, el quadre canvia radicalment.

Andorra no ha rebut 1.292 milions. N'ha col·locat 500. I aquests 500 milions no són diners nous per transformar el país, sinó deute que serveix principalment per refinançar 500 milions que ja vencien. La diferència clau és el preu: l'emissió anterior pagava un 1,25% i la nova, un 3,875%. Això significa passar d'uns 6,25 milions anuals d'interessos a 19,375 milions. Més de 13 milions addicionals cada any. En tres anys, només els cupons poden sumar més de 58 milions.

Govern destaca que la prima de risc ha baixat, i això és cert. Però una prima de risc menor no significa necessàriament un cost financer menor. El mercat pot confiar més relativament en Andorra i, alhora, el país pot pagar molt més en termes absoluts. El ciutadà no paga "spreads": paga euros.

Hi ha un altre element incòmode: el nou deute és a tres anys. Per tant, el problema del venciment no desapareix, sinó que es trasllada. Govern pot defensar que és una decisió tècnica per evitar quedar lligat molts anys a tipus elevats i esperar condicions millors el 2029. Però això continua sent una aposta financera, no l'eliminació del risc.

Aquest tercer comunicat tampoc arriba sol. En pocs dies, Govern ha promocionat l'accés teòric a fins a 50.000 milions mitjançant EUREP, el nou programa de fins a 1.200 milions per refinançar deute i ara els 1.292 milions de demanda per una emissió de 500. En tots tres casos apareix el mateix mecanisme comunicatiu: una xifra enorme ocupa el titular i la condició que en limita el significat queda relegada a la lletra petita.

Els 50.000 milions d'EUREP no són un xec disponible: exigeixen garanties elegibles, haircuts, possibles margin calls, cost financer i operacions de molt curt termini. Els 1.200 milions tampoc són diners nous, sinó capacitat legal per refinançar venciments. I els 1.292 milions actuals són ordres de compra, no ingressos efectius.

El debat també posa el focus en Ramon Lladós. El ministre arriba al Govern després de més de dues dècades al sector financer i d'haver estat director d'Auditoria Interna de Crèdit Andorrà. Això no permet atribuir-li cap il·legalitat ni responsabilitat personal pels episodis controvertits de l'entitat, però sí obliga a examinar amb especial rigor la cultura de control, el llenguatge financer i la manera de presentar aquestes operacions a la ciutadania.

El podcast també qüestiona el paper dels mitjans que reprodueixen ràpidament la xifra grossa i la declaració ministerial sense preguntar pel cost total de l'operació, les comissions dels col·locadors, el percentatge adquirit per la banca andorrana, els assessors externs o el calendari complet de venciments.

Tot això passa, a més, en un moment polític especialment sensible: DA prepara el tram final de la legislatura i les eleccions del 2027. No hi ha proves d'una ordre interna, però la successió de comunicats permet preguntar: s'està convertint la comunicació institucional en una campanya de solvència destinada a fixar la idea que només Demòcrates sap gestionar els diners?

La qüestió final no és si Andorra pot col·locar deute. Pot. Ni si els mercats confien en el país. Hi confien. La pregunta és una altra: quant costa aquesta confiança, quanta part del "múscul financer" és diner real, quanta és deute refinançat i quanta és només capacitat teòrica?

Després de més de quinze anys de governs de Demòcrates, la ciutadania no necessita titulars triomfalistes. Necessita saber quant paga, quan venç el deute, qui compra els bons, quines comissions es paguen i què passarà quan aquests 500 milions tornin a vèncer. La solvència no es demostra amb propaganda. Es demostra ensenyant totes les xifres, també les que incomoden.

Article original: informacions.ad | Vídeo original

ANDORRA

El milió d euros que la CASS va deixar caducar (Andorra)

No es época para tontos | 2026-10-04 | CATALÀ



Imatge: miniatura original de la publicació.

Tot comença el 2019. Una nova llei obligava Govern, Tributs i CASS a compartir les dades dels autònoms en un termini màxim de tres mesos. Però el sistema no va funcionar realment fins al 2023.

Durant gairebé quatre anys es van acumular milers d'expedients mentre el rellotge de la prescripció continuava avançant.

I ara alguns titulars assenyalen els autònoms com si tots haguessin defraudat. Però les mateixes dades oficials mostren que més d'un terç dels casos revisats estaven correctes.

La pregunta és molt més incòmoda: com pot una administració trigar quatre anys a connectar les seves pròpies dades i acabar deixant prescriure més d'un milió d'euros públics?

I sobretot: qui respon per aquests diners perduts?

Article original: informacions.ad | Vídeo original

SOCIETAT

La CASS perd un milió d’euros públics mentre milers d’autònoms continuen pendents

No es época para tontos | 2026-10-04 | ORIGINAL



Imatge: miniatura original de la publicació.

Publicació en vídeo sense text escrit disponible. Aquesta edició conserva la fitxa i l’enllaç al vídeo original; no en presenta una transcripció.

Article original: informacions.ad | Vídeo original

SUMARI COMPLET

EMILI CAMPOS MET LA JUSTICE ANDORRANE DANS LES CORDES · P. 2
EMILI CAMPOS PUTS ANDORRA’S JUSTICE SYSTEM AGAINST THE ROPES · P. 3
EMILI CAMPOS PONE A LA JUSTICIA ANDORRANA CONTRA LAS CUERDAS · P. 4
Emili Campos posa la justícia andorrana contra les cordes · P. 5
REFERÈNDUM UE: GERARD ALÍS DESMUNTA L’ESPERA DE DA · P. 6
DA ENS PREN PER IDIOTES? 1.292 MILIONS DE TITULAR I 500 DE DEUTE · P. 7
El milió d euros que la CASS va deixar caducar (Andorra) · P. 8
La CASS perd un milió d’euros públics mentre milers d’autònoms continuen pendents · P. 9